

Vision du développement de la RD Congo : Que faire maintenant ?

Wenceslas Rudy CHIZUNGU (Ph.D)

La RD Congo vient d'accéder au point d'achèvement du programme des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) ; il s'agit d'élaborer une vision de développement devant éclairer la mise sur pieds d'un programme réaliste de croissance et de lutte contre la pauvreté. Cela suppose l'élaboration d'une stratégie de développement et de croissance socio-économique durable de la RD Congo.

L'accession au point d'achèvement vient de permettre à la RD Congo d'effacer 11 sur les 14 milliards de dollars américains de sa dette extérieure. Le plus grand défi pour le pays maintenant c'est l'amélioration de sa gestion budgétaire et monétaire. Il faudra impérativement renverser la tendance à s'endetter et éliminer les causes qui ont été à la base de l'accession tardive au point d'achèvement, notamment les dérapages budgétaires récurrents. Si sur le plan monétaire il y a des signes positifs de stabilisation de la monnaie et de réduction de l'inflation (de 500 à 10%), le plan budgétaire pose encore de sérieux problèmes.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut éviter que la mauvaise gouvernance ramène encore la dette extérieure à presque 15 milliards de dollars américains. Le problème en fait, n'est pas la dette elle-même mais sa gestion. Pour restaurer sa solvabilité et pouvoir s'endetter de nouveau de manière adaptée aux besoins de développement, la stratégie budgétaire devrait permettre à l'Etat d'arriver à des soldes primaires positifs et, en même temps, de diminuer la charge de la dette notamment à travers des accords d'allègement substan-

Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
de l'Université Pédagogique Nationale / Kinshasa.
E-mail : chiwens@aol.com

tiel de dette. Donc, le pays pourra encore s'endetter mais seulement il devra contracter des dettes soutenables, non concessionnelles ; le pays pourra faire des emprunts à investir non dans des chevaux blancs, comme par le passé, mais dans des projets rentables et utiles à la population.

Pour mieux faire, il ne faudra pas des miracles mais plutôt des réformes réalistes et bien suivies ; notamment celles réclamées tant aussi bien par les opérateurs économiques que par les institutions internationales (ex. : la fiscalité incitative et l'assainissement du climat général des affaires).

La réforme la plus urgente est celle des finances publiques. Le Gouvernement a adopté, le 31 mars 2010, le Plan Stratégique de Réforme des Finances Publiques. La première partie de ce plan porte sur la stratégie de refondation des finances publiques ; elle donne la vision et l'approche ainsi que les objectifs globaux à moyen terme. La deuxième partie indique le programme de réforme des finances publiques sur le moyen terme. Celle-ci porte sur l'implantation et le fonctionnement du nouveau système de gestion des finances publiques ainsi que la mise en œuvre du programme de réforme. La voie est donc balisée ; il reste la volonté politique pour aller de l'avant.

La réussite de ce programme va certainement renflouer les caisses de l'Etat (le tonneau de Danaïdes ayant été bouché), ce qui permettra au gouvernement de mobiliser la population et les fonctionnaires au travail, de payer la dette intérieure et d'augmenter ainsi la production et par là le Produit Intérieur Brut (PIB) et attirer les investisseurs nationaux et étrangers qui vont créer de l'emploi pour les nombreux chômeurs congolais. Le financement de l'investissement va relancer le secteur privé qui doit être le poumon de l'économie congolaise. Comme indiqué plus haut, cela suppose l'assainissement du climat général des affaires. Dans son rapport « Doing Business » de 2007 et de 2008, qui classe les pays selon des indicateurs relatifs à l'attrait des investissements, la Banque mondiale a placé la RD Congo 181^e sur 181 pays, suite aux lacunes structurelles du pays en matière de droits des affaires et de gouvernance économique. Les causes sont donc connues et elles continueront à créer les mêmes effets si les dirigeants continuent la politique de l'autruche, qui consiste à faire semblant de ne rien voir.

Mais les réformes ci-haut citées peuvent réussir si elles sont accompagnées par la lutte contre la corruption qui gangrène le système. Le pays a besoin d'une autorité morale capable de sanctionner les corrompus. L'impunité règne faute de cette autorité morale, au dessus de tout soupçon, décidée de nettoyer le secteur public fragilisé par les intérêts privés. Lutter contre la corruption c'est agir sur le système avec la législation et les dispositions réglementaires, l'organisation des services, les méthodes et procédures de travail, la formation et la rémunération du personnel, le renforcement des capacités du système judiciaire, la diffusion de l'information notamment financière, l'affirmation du rôle de la société civile, etc.

Une Société Civile affirmée et renforcée est un atout pour le plaidoyer en faveur d'une bonne gouvernance de la chose publique et la démocratie. La Société Civile devrait être associée à toute initiative d'élaboration des prévisions structurelles de développement du pays pour les prochaines années.

Le gouvernement vient de décider d'élaborer une étude prospective Congo 2035. Les enjeux de développement à long terme à examiner dans cette étude de prospective sont :

- i) la position de la RD Congo dans son environnement géopolitique et géoéconomique et, le rôle qu'entend jouer la RD Congo face aux évolutions de la mondialisation, de l'intégration régionale et des territoires voisins;
- ii) la promotion de la compétitivité, attractivité et rayonnement de la RD Congo (définir les nouveaux moteurs de la croissance de l'économie congolaise à long terme ; comment développer le capital humain (éducation-formation-qualification) ;
- iii) la génération et mobilisation des sources (ressources) pour le développement (comment mobiliser davantage les ressources intérieures (épargne, transferts de la diaspora, contribution des secteurs productifs/fiscalité); comment attirer les investissements étrangers productifs et comment lutter contre le blanchiment;
- iv) la valorisation durable des ressources naturelles et des écosystèmes: Comment les améliorer ? Quel modèle de gestion durable des ressources naturelles adopté au bénéfice de l'ensemble de la population ?...;
- v) les problématiques, enjeux et devenir des dynamiques de la société congolaise: quelles valeurs positives promouvoir en faveur du développement socio-économique ? Quelle place de la femme dans les dynamiques entrepreneuriales ? Quel rôle pour les élites ?
- vi) la détermination des espaces majeurs, stratégiques pour l'aménagement du territoire de la RD Congo : Comment structurer l'espace au service du développement ? (pôles de développement, corridors commerciaux, etc.) ; Quels grands équipements structurants, notamment en matière d'infrastructures de transport ?...
- vii) la gouvernance, les institutions, la décentralisation, la protection et la promotion à long terme des populations et des biens face à de nouvelles formes d'insécurité : Quelles nouvelles formes de solidarité et de cohésion promouvoir entre les provinces ? Quelle stratégie adopter pour la défense et la promotion des intérêts vitaux de la RD Congo ?

D'ores et déjà, dans le cadre de cette réflexion et par rapport aux objectifs du millénaire, nous espérons et osons croire qu'en 2035 la RD Congo aura atteint les indicateurs de croissance et de développement suivants :

1. L'optimum de l'autosuffisance alimentaire par l'impulsion agro-alimentaire;

2. La création des îlots de richesse par l'accroissement des PME et PMI, réduisant ainsi sensiblement le chômage et la pauvreté ;
3. Le taux de scolarisation nettement supérieur à celui d'alphabétisation tant dans des villes que dans les villages et pour toutes les couches de la population (filles et garçons) ;
4. La mortalité infantile sporadique et l'amélioration de la santé maternelle avec les indices positifs à trois chiffres ;
5. La diminution sensible de la prévalence du VIH SIDA soit 0,5% de la population restera malade et ce, par l'administration du vaccin. L'éradication totale du paludisme sera constatée sur toute l'étendue de la RD Congo ;
6. La mise en œuvre de la bonne gouvernance et des systèmes de gestion visant à assainir les finances publiques en RD Congo ;
7. La mise en œuvre d'une politique nationale visant la préservation d'un environnement durable et favorisant l'accès à l'eau potable pour tous. Seulement 6% de Congolais sur 60 millions ont accès à l'électricité et 22% à l'eau courante ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ J e a n - C l a u d e
M A S A N G U
Mulongo, *Pourquoi
Je crois au Progrès
de l'Afrique-Credo
d'un banquier
africain*, Prestige
Communication,
Paris, 2009, p. 138.

Si toutes les conditions suggérées sont remplies, le Congo sorti du cycle de la dette peut atteindre un taux de croissance économique à double chiffre.

La contribution de la Société Civile au suivi et contrôle de la réalisation de ces indicateurs est capitale. Il faudra une volonté politique du leadership en place pour faciliter l'inclusion de la Société Civile dans cette réflexion.

Nous suggérons à tous les Congolais de s'impliquer dans cette dynamique dont le produit intéresse tout le monde sans couleur politique. Seulement, il est un fait que pour réaliser ce qui est décrit plus haut et amener ce pays à jouer son rôle moteur dans la région et en Afrique, le Leadership de ce pays au cours de ce Cinquantenaire devra être instruit, consciencieux et idéaliste. L'on doit cesser l'amateurisme et l'aventurisme dans la gestion de la chose publique.

Wenceslas Rudy CHIZUNGU (Ph.D)